

CGT FSU SUD

La très puissante journée de grève et de manifestations du 29 janvier sur l'ensemble du territoire a contraint le Président de la République à recevoir les organisations syndicales le 18 février.

Cette rencontre pourrait se résumer de la façon suivante : « Je vous ai entendu...mais je continue comme avant ! ». Seul résultat marquant : la suppression de la taxe professionnelle, nouveau cadeau au patronat.

Les ministres en charge de la Fonction publique, Woerth et Santini, ne sont pas en reste puisque le 3 mars, devant l'ensemble des organisations syndicales de la Fonction publique, ils ont réaffirmé leur volonté de poursuivre leur politique de « réforme » - c'est-à-dire de casse de la Fonction publique et des services publics sous l'effet de destructions massives d'emplois et de missions.

Comme le souligne l'intersyndicale nationale interprofessionnelle dans son appel du 23 février à la grève et aux manifestations dans tout le pays le 19 mars à propos des annonces de Nicolas Sarkozy et de l'attitude du patronat : « *Les mesures sont trop parcellaires pour modifier le cap économique de la politique gouvernementale. Par ailleurs le Président a refusé catégoriquement d'augmenter le Smic, de modifier sa politique d'emploi dans les fonctions publiques et de revenir sur la défiscalisation des heures supplémentaires... A cela s'ajoutent l'attitude dogmatique du patronat et son refus d'assumer ses responsabilités.* ».

De fait, les revendications portées dans la rue le 29 janvier par près de 3 millions de salariés du public et du privé sont toujours pleinement d'actualité et seront encore au coeur de la mobilisation unitaire du 19 mars :

- **défendre l'emploi privé et public,**
- **lutter contre la précarité et les dérèglements économiques et sociales,**
- **exiger des politiques de rémunération qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités,**
- **défendre le cadre collectif et solidaire de la protection sociale, des services publics de qualité.**

Les agents du ministère de la Culture, en lutte depuis plus d'un an contre la RGPP, les suppressions d'emplois et l'austérité budgétaire, se sont fortement mobilisés, eux aussi, le 29 janvier. Christine Albanel est restée sourde à leurs revendications. Celles-ci sont posées de nouveau dans le préavis de grève reconductible déposé par les organisations syndicales CGT-FO-FSU-SUD du ministère de la Culture pour le 19 mars .

Nous y ajoutons en outre la demande d'ouverture de véritables négociations sur la mise en place des Commissions Consultatives Paritaires et sur le cadrage des rémunérations des agents non-titulaires du ministère – sujet brûlant s'il en est !

Au ministère de la Culture comme ailleurs et partout en France, toutes et tous en grève et dans la rue le 19 mars !!!

Rendez-vous dans les A.G pour préparer cette journée et débattre des suites à donner à la lutte dans le cadre du préavis de grève reconductible.

Le 19 mars, en régions, les organisations CGT, FSU, SUD vous appellent à rejoindre les cortèges unitaires.

Elles vous donnent rendez-vous, pour la région parisienne, devant la Comédie française (Place Colette, métro Palais-Royal) à 13h .

Nous appelons également l'ensemble des agents à se joindre au rassemblement des acteurs et des professionnels de la culture et de la communication devant le Cirque d'Hiver (métro Filles du Calvaire) à 14h.